

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 10/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BIOVAL**

Zone d'activités de la Grande Bellavarde  
73390 Chamoux-Sur-Gelon

Code AIOT : 0010700350

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement BIOVAL implanté Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIOVAL
- Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon
- Code AIOT : 0010700350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOVAL, dont le siège social est établi au lieu dit Les trois Vallons, 38080 L'isle D'abeau, a repris en 2020 la partie des activités de production de CSR (combustible solide de récupération)

anciennement exploitées par la société SIBUET.

Elle exploite donc régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral du 8 décembre 2022, une installation de traitement de déchets non dangereux sur un site qui occupe une surface d'environ 26 000 m<sup>2</sup> et emploie 21 personnes.

L'activité de traitement de déchets non dangereux consiste à fabriquer du combustible de substitution (CSR) à l'usage des cimenteries avec des déchets issus des bennes « d'enfouissables » collectées dans les déchetteries du secteur, de déchets provenant d'industriels, et de déchets provenant de la filière de collecte des déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la

rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	/

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 1.2.1, 71.1, 71.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Procédure en cas de défaut de tri	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8	/	Sans objet
5	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a bien intégré les nouvelles dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, applicable à son installation. Des progrès restent à fournir en matière de formalisation des consignes et des procédures (cf demandes d'actions correctives indiquées dans les points de constat ci-dessous).

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 1.2.1, 7.1.1, 7.1.2	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volumes déchets entreposés	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/03/2025</li></ul>	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Article 7.1.1 : Déchets admissibles	
Type de déchets	Volume maximal
Déchets encombrants et incinérables des déchetteries Déchets encombrants et incinérables des entreprises Déchets d'équipements d'ameublement	1750 m <sup>3</sup>
Article 7.1.2 : Déchets entreposés issus des phases de traitement sur le site	
Type de déchets	Volume maximal
Déchets lourds (en attente d'affinage)	260 m <sup>3</sup>
Fines	280 m <sup>3</sup>
Déchets triés : bois, papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, déchets ultimes...	910 m <sup>3</sup>
Combustible solide de récupération (CSR)	4300 m <sup>3</sup>
Ces volumes ne devront en aucun cas être dépassés. En outre, les flux de déchets non dangereux entrants sur le site sont limités à 10 000 t/mois et 100 000 t/an.	
<b>Constats :</b>	
Lors de la visite d'inspection, les volumes des tas de déchets ont été contrôlés sur site et via l'outil de suivi tenu par l'exploitant. Notons que l'exploitant transmet à la DREAL tous les mois (en début de mois) les volumes de déchets présents sur son site. Au 1er octobre 2025, les volumes de déchets étaient conformes vis-à-vis des maximaux admissibles en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"><li>• les intrants : déchets encombrants et incinérables des déchetteries, déchets encombrants et incinérables des entreprises, déchets d'équipements d'ameublements. Volume de 480 m<sup>3</sup> &lt; 1750 m<sup>3</sup></li></ul>	

<ul style="list-style-type: none"> <li>les déchets entreposés issus des phases de traitements sur le site : <ul style="list-style-type: none"> <li>déchets lourds : volume estimé de <math>180 \text{ m}^3 &lt; 260 \text{ m}^3</math></li> <li>fines : volume estimé de <math>20 \text{ m}^3 &lt; 280 \text{ m}^3</math></li> <li>déchets triés (bois, papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, déchets ultimes) : volume estimé de <math>100 \text{ m}^3 &lt; 910 \text{ m}^3</math></li> <li>les déchets traités : CSR : <math>2880 \text{ m}^3 &lt; 4300 \text{ m}^3</math>.</li> </ul> </li> </ul> <p>Par ailleurs, les volumes constatés respectent les nouveaux seuils demandés par l'exploitant dans son dossier de porter-à-connaissance, excepté pour le volume des déchets dits lourds.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>« les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des</li> </ul>

zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la formalisation du plan de défense incendie en tant que tel reste à effectuer. Pour autant, l'exploitant dispose en pratique de l'ensemble des éléments constituant ce plan de défense incendie. Nous avons toutefois constaté que des ajouts/modifications devaient être apportées à certaines pièces.</p> <p>Vis-à-vis de la liste des éléments visés dans la prescription, il a été constaté les manquements suivants.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées n'est pas formalisée</li> <li>- le schéma d'alerte lorsqu'un incendie est détecté n'est pas formalisé,</li> <li>- les commandes de désenfumage et l'interrupteur d'arrêt complet de l'alimentation électrique n'est pas apparent sur les plans du site,</li> <li>- le plan de fonctionnement des moyens automatiques de lutte contre l'incendie n'est pas annexé des certificats de conformité,</li> <li>- les fiches de données sécurité (FDS) ne sont pas regroupées et accessibles des services du SDIS et de l'inspection.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Nous demandons à l'exploitant de formaliser et compléter son plan de défense incendie conformément aux écarts relevés ci-dessus, sous un délai de 2 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Maitrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maitrise des sinistres
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à</p>

<p>tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise des exercices incendie au moins une fois par an dans le cadre des formations "équipiers de première intervention". Toutefois, les comptes-rendus de ces exercices ne sont pas effectués. L'ensemble des agents du site sont effectivement formés et recyclés chaque année en tant qu'équipiers de première intervention. Lors de cette formation, les agents mettent donc en œuvre les moyens de lutte internes contre l'incendie sur le site. Le fabricant du matériel de lutte automatique contre l'incendie se rend également sur site une fois par mois afin de former les équipes à son utilisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Nous demandons à l'exploitant, à l'occasion des prochains exercices de défense incendie réalisés sur site, de formaliser par un compte-rendu, qui sera tenu à la disposition de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

#### N° 4 : Procédure en cas de défaut de tri

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure en cas de défaut de tri</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes :</p> <p>« I. L'exploitant met en place une procédure pour identifier les éventuels déchets contenant des batteries et résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés, ou triés et traités.» II. L'exploitant met en place une procédure de prévention et d'intervention en cas d'incendie résultant d'un défaut de tri des batteries en amont de l'installation.» III. Ces procédures sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant met effectivement en place une procédure en vue d'identifier les déchets pouvant contenir des batteries : l'exploitant nous a présenté pour cela la procédure interne selon laquelle, à chaque arrivée de déchet, un contrôle visuel des déchets est effectué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque le camion arrive,</li> <li>- lorsque le camion décharge les déchets,</li> </ul>

<p>- lorsque l'agent dans la pelle trie les déchets.</p> <p>Enfin, lorsqu'un déchet contenant une batterie est trouvée lors du tri, ce déchet est isolée sous le hangar déchets entrants, couvert par la détection et les moyens de lutte automatique contre l'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Traçabilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traçabilité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient un état des stocks conformément à la prescription rappelée ci-dessus. Toutefois, le rafraîchissement de cet état s'effectue mensuellement. Enfin, l'exploitant a été en mesure de nous présenter son bilan annuel 2024 regroupant l'ensemble des tonnages reçus, traités et expédiés ainsi que toutes les filières de valorisation (destinataires des déchets).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>